



La destination du secteur agroalimentaire canadien

MISE À JOUR

JUIN 2011

La destination du secteur agroalimentaire canadien



UNE NOUVELLE APPROCHE STRATÉGIQUE



FÉVRIER 2011



L'Institut canadien des politiques agro-alimentaires
960, avenue Carling, CEF
immeuble 49, bureau 318
Ottawa, ON K1A 0C6

Téléphone : 613-232-8008 ou 1-866-534-7593 (sans frais)

Fax : 613-232-3838

info@capi-icpa.ca

www.capi-icpa.ca

Canada 

On peut se procurer le présent document en format PDF sur le site web de l'ICPA
(www.capi-icpa.ca).

TABLE DE MATIÈRES

LETTRE OUVERTE AUX INTERVENANTS	4
SOMMAIRE	5
Que nous a-t-on dit?	5
Notre direction	6
SURVOL DU RAPPORT DESTINATION	7
Le secteur agroalimentaire canadien	7
Permettre un dialogue constructif	7
Façon de pensée en termes de systèmes alimentaires	10
INFORMATION DES INTERVENANTS	15
Trois principales observations – Positives et négatives	15
Échantillon de réactions	16
TRAVAIL À VENIR : ÉTUDES DE CAS DE SYSTÈMES ALIMENTAIRES	22
Vos commentaires	22
APPENDICES	23
Conférences et séances	23
Conférences et séances d'information à venir	25
NOTES DE FIN DE TEXTE	26

LETTRÉ OUVERTE AUX INTERVENANTS

Le 7 février 2011, l'Institut canadien des politiques agroalimentaires (ICPA) publiait son rapport intitulé *La destination du secteur agroalimentaire canadien : Une nouvelle approche stratégique* (Rapport Destination). Dans ce rapport, nous nous étions engagés à en présenter une mise à jour à partir des réactions reçues.

Après plus de 50 présentations au cours des quatre derniers mois devant plus de 800 intervenants par le personnel et les administrateurs de l'ICPA, et suite à la réception d'un grand nombre de commentaires écrits, qu'avons nous retenu?

La présente mise à jour est un résumé des résultats de nos consultations et de nos interventions directes. Nous profitons aussi de l'occasion pour décrire ce que nous comptons faire prochainement. Au moyen d'études de cas de systèmes alimentaires précis, nous pourrions raffermir les concepts présentés dans le Rapport. Nous sommes à mettre au point la première de ces études.

Notre mandat consiste à engager un dialogue national sur l'avenir du secteur agroalimentaire. Nous tenons à continuer de recevoir vos réactions concernant notre Rapport Destination ainsi que nos efforts futurs. Veuillez nous transmettre vos opinions par courriel à info@capi-icpa.ca, ou visitez notre nouveau blog à www.capi-icpa.ca/icpablog.

Meilleures salutations,



David McInnes
Président et chef de la direction

SOMMAIRE

Le Rapport Destination a présenté une véritable réorientation de la pensée en matière de politiques et de pratiques dans le secteur agroalimentaire canadien. Il a fait état de toutes les occasions possibles et a confronté les défis auxquels fait face le secteur agroalimentaire, que nous considérons comme un bien stratégique national.

Que nous a-t-on dit ?

Depuis la publication du Rapport Destination en février dernier, l'ICPA a mené quelque 50 présentations et séances d'information auprès d'un large éventail d'intervenants. Des messages clairs nous ont été transmis dans les commentaires reçus. On reconnaît que pour assurer le succès futur, il faudra travailler ensemble de façon fort différente. Nous poursuivrons nos travaux en nous inspirant de cette idée maitresse. En outre, plusieurs intervenants pensent qu'il est temps que le pays se dote d'un plan agroalimentaire. Ils voient les avantages d'un horizon stratégique plus large assorti de cibles de rendement, comme il est proposé dans le Rapport Destination. Ils sont aussi d'avis qu'un plan agroalimentaire doit être plus inclusif. Le succès du secteur alimentaire dépend dans une large mesure de la contribution des secteurs de la santé, de l'environnement et des transports, pour ne nommer que ceux-là. Les politiques publiques doivent tenir compte de cette réalité.

Un grand nombre d'intervenants veulent, à juste titre, mieux comprendre les détails liés à la réalisation des idées émises dans le Rapport. Le but du Rapport Destination était d'établir un cadre conceptuel. Nos prochains travaux pousseront plus avant ces idées. Les intervenants ont aussi recommandé la prudence concernant la possible création de nouveaux processus qui ne feraient que renforcer les comportements existants. Nous prenons bonne note de leurs conseils. On nous a aussi parlé de la nécessité de dévoiler « le visage du succès ». Au fil de nos travaux, nous donnerons pour exemple des gens qui ont adopté la mentalité systémique et qui ont créé de nouvelles circonstances opportunes. Les intervenants qui poursuivent de nouvelles démarches collaboratives nous ont beaucoup impressionnés. La collaboration doit devenir beaucoup plus répandue.

D'aucuns souhaitent trouver « un individu » qui puisse ouvrir la route et définir l'itinéraire. Ils veulent éliminer les incohérences réglementaires ; ils veulent des politiques cohésives ; et ils veulent un secteur agroalimentaire qui produise de la valeur à tous les niveaux. Certains sont toujours convaincus que c'est à « d'autres », en premier lieu, d'effectuer des changements. Nous croyons que chaque intervenant se doit d'identifier les changements qu'il veut faire. Chacun d'entre eux doit faire preuve de leadership. Certains intervenants préfèrent le statu quo, persuadés qu'ils sont que la politique agroalimentaire doit surtout porter sur les agriculteurs. Nous demeurons convaincus que le statu quo est inacceptable. Il nous faut un plan qui appuie les systèmes alimentaires.

Au cours des consultations que nous avons menées depuis février, une question semble particulièrement intéresser les gens : sommes-nous vraiment systématiques dans la quête de notre plein potentiel et de l'optimisation de nos efforts communs? La réponse sans équivoque est : non, nous ne le sommes pas.

Notre direction

Les enjeux pour le Canada, et le monde entier, concernant la mise au point d'un bon plan alimentaire sont énormes. Ce que nous ferons ensemble afin de préparer le Canada au changement aura un impact profond sur notre avenir économique et sur le bien-être de la société. Étant donné notre position à titre de grand exportateur, cela aura d'importantes répercussions bien au delà de nos frontières. L'ICPA est fermement convaincu que le secteur agroalimentaire canadien constitue un important atout stratégique. Voilà pourquoi l'on devrait compter sur lui pour aider le pays à développer son énorme potentiel.

La prévalence des maladies liées au régime alimentaire a pris aujourd'hui les allures d'une crise. Elle aura un profond impact sur la santé future des Canadiens et sur la capacité du gouvernement d'y répondre à court terme. Le secteur alimentaire peut jouer un rôle déterminant en fournissant des solutions qui permettront de prévenir la maladie et l'obésité. De plus, un tel appel à l'action peut créer des occasions économiques dans tout le secteur. Mais encore faut-il changer la façon selon laquelle peuvent collaborer l'agriculture, la santé, le domaine de l'innovation, les ministères de l'éducation, le secteur publique et les autres intéressés. Une approche évolutive n'y arrivera pas. Un plan agroalimentaire pour le Canada devra très bientôt tenir compte de cette nécessaire convergence.

Une telle vision systémique permettra au secteur agroalimentaire de répondre aux besoins d'un monde de plus en plus préoccupé par l'approvisionnement alimentaire. Le secteur agroalimentaire peut aussi créer des solutions ici au pays. Le rôle du Canada au titre de fournisseur d'aliments sécuritaires de grande qualité ne peut que grandir au gré de la demande alimentaire croissante et des défis de plus en plus nombreux que posent le changement climatique et la rareté des ressources naturelles. Le marché mondial se préoccupe aussi de la façon de produire les aliments et des risques que cette production engendre à l'égard des écosystèmes et de la santé. Un plan alimentaire doit aussi assurer la convergence des politiques des secteurs de l'agriculture, de la biotechnologie, de l'environnement, du commerce, de l'innovation et autres. Les consommateurs canadiens et étrangers sont de plus en plus exigeants quant à la réponse de l'industrie agroalimentaire canadienne. Le Canada doit faire preuve de leadership s'il veut arriver à satisfaire ces attentes en constante évolution.

Nous croyons que la solution à ces difficiles enjeux alimentaires réside dans un nouvel esprit de collaboration intense au sein même du secteur agroalimentaire et d'autres secteurs. Cette situation présente aux chaînes de valeur agroalimentaires de plus nombreuses occasions de différencier leurs produits et d'améliorer leur position concurrentielle sur les marchés canadiens et étrangers. Un cadre d'exploitation axé sur une plus grande collaboration permettra aux acteurs agroalimentaires d'avoir des effets sociétaux encore plus positifs, tels l'amélioration de la santé, de la qualité de l'eau et de la gestion du carbone. De tels résultats engendrent une meilleure productivité et ouvrent de nouveaux débouchés sur les marchés. Cette approche de systèmes alimentaires est essentielle au développement du plein potentiel du Canada qui est : d'augmenter la prospérité, d'améliorer la santé de la population et de préserver les écosystèmes.

L'ICPA a l'intention de continuer à interpeler les intervenants et pousser plus avant les idées contenues dans son Rapport Destination. Ce faisant, l'ICPA vise à nourrir la réflexion menant aux échanges sur le prochain document Cultivons l'avenir et bien au delà — alors que le Canada est à tailler sa place dans un monde alimentaire jonché de défis.

SURVOL DU RAPPORT DESTINATION

Le Canada a beaucoup de chance. Le secteur agroalimentaire emploie un Canadien sur huit; il demeure un grand exportateur alimentaire à l'échelle mondiale et maintient une balance commerciale positive appréciable grâce à ses robustes exportations de marchandises. Le secteur produit une bonne part des aliments que consomment chaque jour les Canadiens. Somme toute, le secteur agroalimentaire se porte bien à plusieurs égards.

Le secteur agroalimentaire canadien: un atout stratégique national

Le secteur agroalimentaire canadien constitue un atout stratégique national. Il est directement lié à la santé et au bien-être de tous les Canadiens et à la vitalité du Canada urbain et rural. Cet atout stratégique comprend les abondantes richesses naturelles et les apports multiples d'un secteur agroalimentaire fort diversifié. L'importance du secteur agroalimentaire canadien n'aura de cesse de s'amplifier vu l'accroissement continu de la demande en nourriture, fourrage, biocarburants et biofibres.

Mais en faisons-nous assez pour vraiment optimiser notre potentiel? Sommes-nous suffisamment systématique dans notre approche pour créer de la valeur, collaborer et innover?

Le secteur fait face à de nombreux défis. Le Rapport a mis en évidence bon nombre de tendances préoccupantes concernant la rentabilité des producteurs, la viabilité du secteur de la transformation (et ses exportations à la baisse), des questions relatives à la compétitivité du secteur et le rang du Canada en termes d'exportations à l'échelle mondiale. Le Rapport fait aussi état de l'augmentation des maladies chroniques liées au régime alimentaire ainsi que de l'épidémie d'obésité; l'alimentation, le régime alimentaire et la santé font partie d'un tout. Le Rapport reconnaît l'importance accrue du développement durable, qui englobe l'usage de l'eau et du carbone. Cette priorité accordée à l'environnement affecte les chaînes d'approvisionnement mondiales, influence les attentes des consommateurs et bouleverse les pratiques établies de l'industrie. Le rendement à long terme de l'industrie sera tributaire de la réponse du secteur agroalimentaire à ces changements.

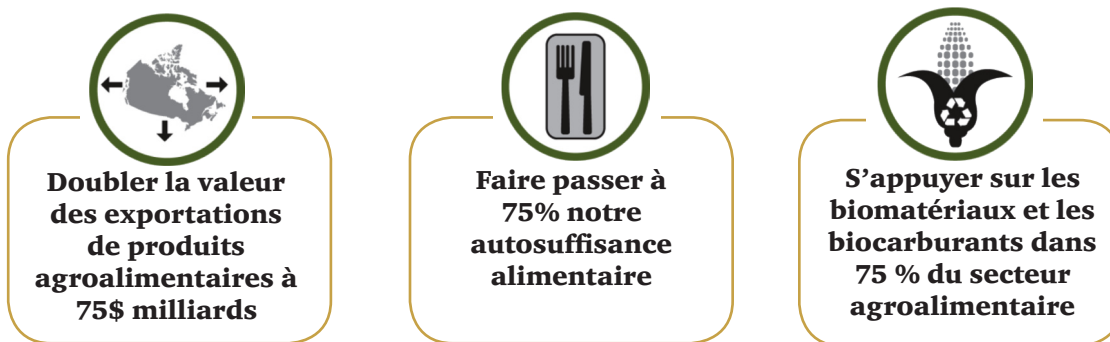
Permettre un dialogue constructif

Il est tout naturel que les gens s'intéressent à la provenance de leurs aliments. Le Rapport a alimenté un dialogue enthousiaste et suscité un intérêt marqué de la part des médias locaux et nationaux. Le Rapport a capté l'intérêt de plusieurs et ses propos ont été bien reçus, mais, selon certains, les concepts présentés devaient être explicités; d'autres les ont en grande partie rejetés.

Plusieurs intervenants ont participé à l'élaboration des concepts présentés dans le Rapport.¹ Il importait à ces participants de présenter une approche constructive pour s'attaquer aux enjeux. La plupart des intervenants s'attendaient aussi à un réel changement. L'ICPA fait sa part en suscitant un dialogue qui nous permettra de poursuivre nos recherches et de préciser nos concepts. Le Rapport Destination se veut pertinent à l'égard des discussions politiques en cours qui permettront d'orienter le prochain cadre stratégique pour l'agriculture (Connu sous l'appellation « Cultivons l'avenir II »). L'ICPA est convaincu que pour atteindre son plein potentiel, le secteur agroalimentaire canadien doit apporter d'importants changements à ses politiques et pratiques, à commencer par des ajustements à ce prochain cadre stratégique. Par la suite, il appartiendra à chaque intervenant de promouvoir le changement.

Le Rapport soulignait la nécessité d'adopter une stratégie à long terme assortie de cibles de rendement mesurables afin de stimuler l'action. Le Rapport a présenté trois grandes cibles devant servir de catalyseurs au changement : doubler les exportations; augmenter la part des aliments produits et distribués au Canada; et augmenter l'usage des biomatériaux et biocarburants dans tout le secteur agroalimentaire. (Voir le diagramme sur les cibles.)

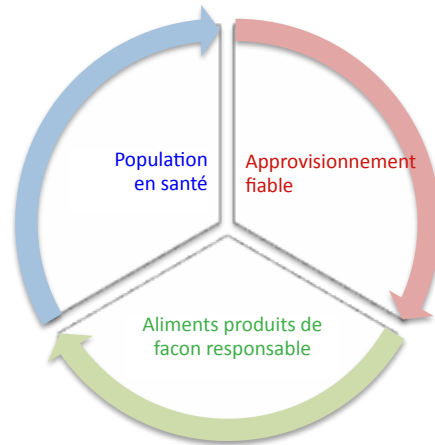
D'ici 2025 ...



Le Rapport proposait aussi une « Destination » à donner au secteur agroalimentaire : S'il veut atteindre son plein potentiel — un secteur agroalimentaire rentable et concurrentiel, une population en meilleure santé et des écosystèmes mieux portants — le Canada doit disposer du *meilleur système au monde de saine alimentation d'ici 2025*.

Notre travail consistait à établir un cadre stratégique et non pas de recommander des programmes précis pour arriver à destination (à quelques exceptions près²). Notre Rapport décrivait plutôt cinq moteurs, ou éléments déclencheurs, pour nous permettre d'aller de l'avant : collaboration, innovation, gestion de risques des systèmes alimentaires, leadership en développement durable et réglementation évolutive. Le diagramme suivant saisit l'essentiel des idées maitresses avancées dans le Rapport pour chacun des éléments déclencheurs (depuis la publication du Rapport, le diagramme a été quelque peu modifié).

Systèmes alimentaires performants



Collaboration	Innovation	Gestion de risques des systèmes alimentaires	Leadership en développement durable	Réglementation évolutive
Centre pour une saine alimentation	Centres d'innovations pour systèmes alimentaires	Atténuation des risques dans les systèmes alimentaires	Une norme nationale de base sur le développement durable	Commission parlementaire sur l'alimentation
Collaboration et promotion de pratiques exemplaires	Coopération préconcurrentielle	Revoir l'approche sur le revenu agricole	Élaboration d'un « plan de développement agroalimentaire durable »	Modernisation des processus et des échéanciers de révision
Catalyseur pour les plans favorisant une saine alimentation	Atténuation des risques liés à l'innovation	Six catégories de risque dans l'ensemble du secteur	Programme sur les biens et services écologiques adapté aux régions	Rencontre des Ministres en agriculture, santé et environnement
Amélioration de l'étiquetage	Mise en commun des connaissances liées à la réglementation	Réduire la nécessité du programme Agri-stabilité	Coordination des recherches publiques et privées	Harmonisation des ententes « Cultivons l'avenir » et « Accord sur la santé »
Création de cibles visant la réduction des aliments néfastes	Coordination avec la R&D du secteur public	Tracabilité de chaque aliment	Stratégie sur le changement climatique pour chaque système alimentaire	Rapport annuel sur l'atteinte des priorités
Promotions des choix santé	Accélérer la commercialisation	Fiche annuelle sur le rendement des programmes (GRE)		

Façon de pensée en termes de systèmes alimentaires

Le Rapport Destination a aussi introduit la notion voulant que le secteur agroalimentaire doive adopter une approche fondée sur les « systèmes ». Les enjeux qui touchent le secteur ainsi que leurs solutions s'entrecroisent et sont de plus en plus complexes, y compris ceux liés à la production alimentaire, le commerce, l'accès aux marchés, le régime alimentaire, la nutrition et la santé de la population, le développement durable et l'adaptation aux changements climatiques. Seule une sage gestion de ces enjeux permettra d'assurer le succès à venir du pays. Pour y arriver, il faudra modifier les liens entre les grands enjeux alimentaires et réunir les intervenants de l'agroalimentaire et ceux qui évoluent en périphérie. Il s'agit de s'imprégner d'une façon de pensée en termes de systèmes alimentaires. Comme le Rapport le soulignait, « Il faut cesser de s'intéresser exclusivement aux secteurs, aux chaînes de valeur et aux gammes de produits pour se concentrer davantage sur les systèmes agroalimentaires. Les prochaines réussites reposent sur l'adoption d'une approche systémique qui reflète une meilleure compréhension des relations qui existent entre les divers acteurs. »

Plusieurs autres nations se penchent sur les enjeux alimentaires et la façon de les gérer :

- Le Royaume Uni a publié un rapport intitulé Food 2030. Le gouvernement y fait la mention suivante: « La durabilité à long terme de notre système alimentaire est la préoccupation principale du rapport Food 2030. Un approvisionnement abondant d'aliments bons pour la santé, sécuritaires, et à prix abordable est essentiel à une bonne qualité de vie, et notre capacité à produire ces aliments dépend de notre façon de gérer et de préserver les systèmes naturels qui fournissent les intrants et services vitaux à nos entreprises agricoles et piscicoles; de l'eau propre, un sol fertile, et les éléments antiparasitaires nous sont fournis gracieusement par des écosystèmes bien portants. » Leur approche préconise aussi « la création d'un système alimentaire résilient, rentable et concurrentiel »³
 - Le Forum économique mondial a établi que l'agriculture fournit beaucoup plus que de la simple nourriture. Elle offre des marchandises essentielles, des services environnementaux et des biens sociaux qui contribuent au développement économique, à l'industrialisation et à la diversification. Sa Nouvelle vision pour l'agriculture s'efforce de mettre l'énergie de l'agriculture au service de la sécurité alimentaire, de la durabilité environnementale et des conditions économiques opportunes. Elle vise à augmenter la production de 20%, de réduire les émanations de 20% et de réduire la pauvreté rurale de 20% à chaque décennie.⁴
 - Aux États-Unis, une nouvelle initiative non partisane connue sous le nom de AGree a été lancée. Elle est soutenue par neuf grandes fondations, dont la Bill and Melinda Gates Foundation, la Kellogg Foundation et la Rockefeller Foundation. AGree envisage des solutions mixtes dans plusieurs secteurs y compris ceux de la santé, de l'environnement, de l'énergie et des économies rurales. AGree repose sur le concept que le rôle traditionnel de l'agriculture a évolué, ce rôle étant de produire de la nourriture pour consommation humaine, pour se transformer en secteur qui doit répondre à plusieurs demandes dont celles liées à la santé publique et à la croissance économique.⁵
-

- Au Canada, bon nombre d'organismes ont fait le lien entre les enjeux. Le *2010 Food Connections Report* de la ville de Toronto présente une vision de l'alimentation où la santé constitue le principe directeur. Cela signifie beaucoup plus qu'une simple amélioration de l'accès à de la nourriture sécuritaire et nutritive. Cela implique une foule de facteurs ayant un impact sur la santé des individus, des familles, des quartiers et des villes. Le rapport précise que : « cette nouvelle approche peut améliorer la santé de la population, créer des emplois verts, bâtir des communautés fortes, protéger l'environnement et donner aux gens des compétences alimentaires et de l'information habilitantes. Autrement dit, l'amélioration des aliments peut permettre aux municipalités d'atteindre plus facilement leurs objectifs. »⁶
- Le Conference Board du Canada a lancé une importante initiative pluriannuelle, le Centre canadien de l'alimentation, pour répondre à ce que l'organisme qualifie de « l'un des plus grands méga enjeux auquel doit faire face le pays aujourd'hui. L'alimentation a des répercussions sur les Canadiens d'innombrables façons : elle affecte notre vie, notre santé, nos emplois et notre économie. »⁷
- La Fédération canadienne de l'agriculture est à mettre au point une Stratégie alimentaire nationale afin de « nous permettre de créer une nation en meilleure santé, dotée d'un environnement sain et davantage prospère. »⁸ Elle cherche à dresser un plan qui pourra être mis en œuvre conjointement par les secteurs privé et public, et qui inspirera les politiques et programmes ayant un impact direct ou indirect sur l'alimentation.
- D'autre part, le gouvernement fédéral met de l'avant le concept de « Santé unique » qui reconnaît le lien entre la santé humaine, la santé animale et l'équilibre écologique. De plus, la Stratégie fédérale sur le développement durable a fixé des cibles et identifié des stratégies de mise en œuvre pour offrir à l'ensemble du gouvernement une approche unique permettant d'atteindre des objectifs durables.⁹

Il ne s'agit pas ici d'une liste exhaustive d'initiatives. Par contre, dans une perspective plus large, trois importants thèmes se dégagent. Premièrement, l'alimentation et le secteur agroalimentaire se voient attribués un rôle vital en ce qui concerne le bien-être de la population et celui de la planète. Deuxièmement, les intervenants du secteur alimentaire et autres secteurs, tels ceux de la santé et de l'environnement, sont directement interpellés. Troisièmement, la poursuite d'objectifs communs augmente les chances d'obtenir des résultats avantageux pour tous les intervenants tels ceux du secteur agroalimentaire et des secteurs connexes.

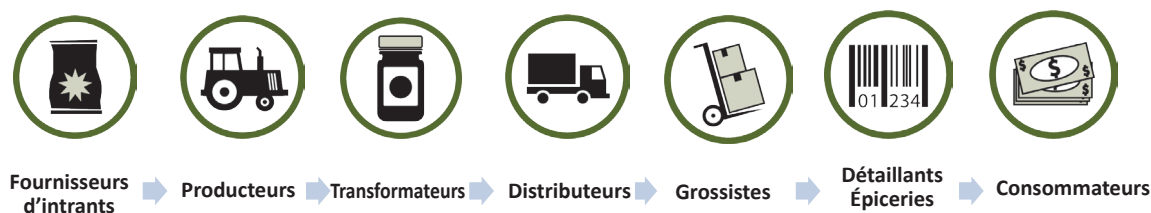
La question est la suivante : Comment le Canada peut-il mettre à profit ces liens, non seulement pour créer un secteur agroalimentaire plus concurrentiel et rentable, mais aussi pour se porter garant des intérêts de ses citoyens et des consommateurs étrangers? Voilà où la notion de « systèmes alimentaires » entre en jeu, à titre de moyens pour atteindre nos fins.

Le dialogue sur les « systèmes alimentaires » est lancé à l'ICPA avec les intervenants agroalimentaires. Une partie de ces échanges porte sur l'articulation de ce concept pour en arriver à une interprétation commune des questions telles:

- Que comporte un système alimentaire?
- Quelle est la différence entre un système alimentaire et des chaînes d'approvisionnement/valeur (et des Filières sur les chaînes de valeur)?
- Quelle est la dimension d'un système alimentaire?
- Combien y a-t-il, ou combien pourrait-il y avoir, de systèmes alimentaires?
- Qui lance le développement du système alimentaire?
- Comment les systèmes alimentaires modifient-ils les façons de faire et le fonctionnement du secteur agroalimentaire?

Nous devons aller au delà d'une vision plus traditionnelle (et linéaire) dans notre façon de nous approvisionner en nourriture.

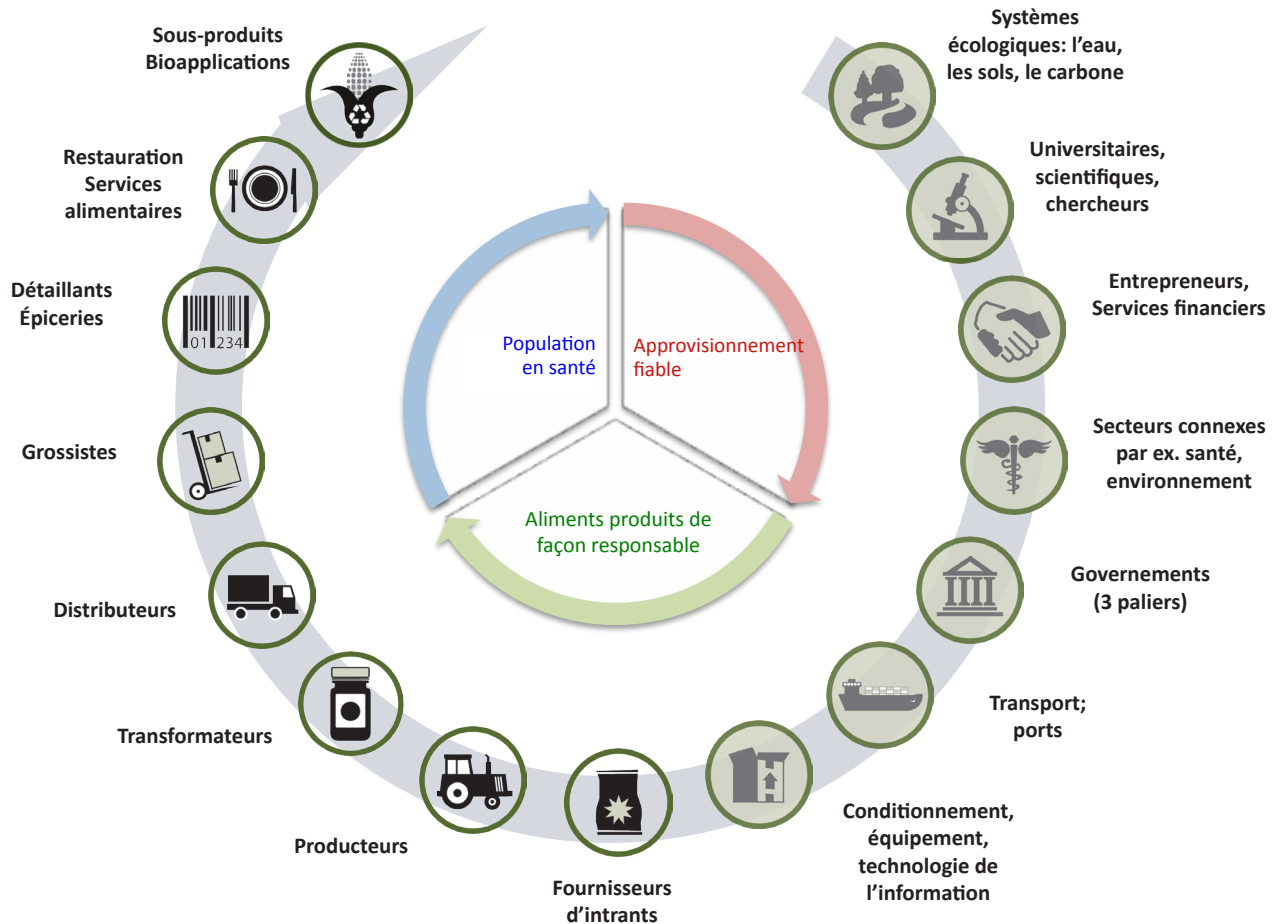
Une vue familière ...



Les systèmes alimentaires comportent des chaînes d'approvisionnement/valeur (voir le diagramme sur le concept des systèmes alimentaires à la page suivante). En termes très simples, un système alimentaire est un cadre d'exploitation qui permet aux partenaires de l'industrie d'arriver à satisfaire à la demande du consommateur ainsi qu'aux attentes sociétales en collaborant avec une foule de partenaires des secteurs non alimentaires. Pour y arriver, il faut un changement d'attitude. Il faut pouvoir collaborer activement avec un grand nombre d'intervenants. Il s'agit d'une modification des rapports entre acteurs en termes de travail, d'innovation et de gestion de risques; cela consiste aussi en une nouvelle façon d'élaborer les politiques publiques à l'appui des approches systémiques.

L'industrie doit piloter les systèmes alimentaires. L'intérêt du consommateur est central. Les acteurs agroalimentaires sont inspirés par leurs intérêts personnels communs de collaborer entre eux et avec des partenaires des autres secteurs. Mais en agissant ainsi, ils peuvent, ensemble, promouvoir des objectifs communs qui ont un impact sociétal plus important.

Approche : systèmes alimentaires



En résumé, les systèmes alimentaires permettent aux chaînes d'approvisionnement/valeur de mieux réussir. Elles permettent aux acteurs agroalimentaires et aux autres intervenants d'atteindre des objectifs communs. Le Rapport Destination a permis d'illustrer bon nombre d'exemples où des partenaires des secteurs agroalimentaires et des autres secteurs se sont réunis afin de collaborer pour créer de nouvelles occasions opportunes, comme c'est le cas pour le secteur du canola.

Le concept des systèmes alimentaires — Nouvelle approche

Les systèmes alimentaires permettent la rentabilisation de la production et de l'approvisionnement des aliments en réponse aux attentes sociétales sur la façon de se procurer ces aliments (par ex. l'impact écologique, les avantages pour la santé et les répercussions sur l'économie locale).

Caractéristiques essentielles des systèmes alimentaires:

- ✓ Un cadre d'exploitation axé sur une collaboration active.
- ✓ Un milieu qui regroupe les chaînes d'approvisionnement/valeur et les acteurs provenant d'autres secteurs et des gouvernements.
- ✓ Tous les partenaires sont motivés par des intérêts personnels communs qui créent des occasions économiques opportunes et peuvent déboucher sur des avantages sociétaux communs plus importants.
- ✓ Les systèmes alimentaires sont pilotés par l'industrie et dépendent du leadership des partenaires et des gouvernements.

Au fil de ses démarches (voir l'encadré « Travail à venir : Études de cas des systèmes alimentaires ») l'ICPA entend préciser davantage le rôle et les propriétés de systèmes alimentaires efficaces, et clarifier les répercussions politiques et opérationnelles résultant de l'adoption de la pensée systémique.

INFORMATION DES INTERVENANTS

CAPI a fait plus de 50 présentations devant plus de 800 intervenants. D'autres activités de ce genre sont prévues au cours des semaines et des mois à venir. L'ICPA, de sa propre initiative ou sur invitation, a rencontré entre autres des individus, des entreprises et des associations dans tout le secteur agricole et agroalimentaire, des représentants des trois paliers de gouvernement, des ONG, des universitaires, chercheurs et nutritionnistes, ainsi que des représentants du milieu de la santé publique. L'ICPA s'est réuni avec des intervenants de tous les milieux y compris des étudiants, des analystes de politiques, et des chefs de file (dont des sous-ministres, des présidents d'organismes et des Pdg d'entreprises). Vous trouverez sur le site Web de l'ICPA un document consacré aux 12 principaux thèmes identifiés lors de cet exercice de consultation.

Trois principales observations – Positives et négatives

La rétroaction des intervenants peut être classée en trois grandes catégories : dans de nombreux cas, il y a un intérêt marqué pour les travaux de l'ICPA et les concepts présentés dans le Rapport en particulier; d'autres intervenants désirent mieux comprendre les détails sur la mise en œuvre du plan ainsi que les concepts contenus dans le Rapport; enfin, certains prétendent qu'un changement en profondeur n'est pas justifié, considèrent avec scepticisme les idées présentées ou les rejettent d'emblée.

Le tableau qui suit reflète ces opinions les plus marquantes compilées dans le cadre d'une analyse subjective effectuée par l'ICPA à partir des commentaires reçus.

Réaction au Rapport: Trois principales « observations » - Communication par l'ICPA du Rapport Destination

	Positives	Négatives
1.	Les concepts de « destination » et de « système alimentaire » sont inclusifs et nécessaires au changement, le statu quo n'étant pas perçu comme acceptable.	Les chaînes de valeur fonctionnent ; les idées émises ne sont pas pertinentes. N'arrive pas à comprendre les « systèmes alimentaires ». Changements d'attitude ou de langage injustifiés.
2.	Tout dépendra de « la façon de mettre en œuvre. » [Plusieurs veulent plus de détails sur la façon d'agir ou sur la hiérarchisation des idées. Il ne s'agit pas ici de commentaires négatifs, mais il faut plus de précisions pour permettre d'évaluer les approches suggérées.]	
3.	Des « cibles » à plus long terme et des paramètres sont nécessaires afin d'effectuer le changement. Les 5 « éléments déclencheurs » sont attrayants. Certaines idées sont passionnantes.	Ne touchez pas aux programmes de gestion des risques de l'entreprise (GRE). Aucun changement fondamental est nécessaire.

Échantillon de réactions

Figurent ci-après quelques exemples de commentaires sur le Rapport Destination reçus à l'ICPA :

Les cibles sont appropriées, mais les éléments déclencheurs nous permettront-ils de les atteindre? Je dois soumettre le tout à nos membres afin de pouvoir ensuite présenter au gouvernement un plan pour y arriver.

— Un président d'association

Si ce rapport ne permet pas de générer de nouvelles idées, je ne sais pas comment y arriver autrement. Sur le plan de la réglementation, j'ose affirmer que le défi est plus important. Le fondement de la réglementation alimentaire doit être modifié en profondeur si nous voulons vraiment lancer une nouvelle ère réglementaire (et un nouveau processus d'élaboration de règlements) qui soient plus conformes aux nouveaux types de risques et de technologies, davantage axés sur la protection de la santé publique et la promotion de la santé, et reflétant un meilleur équilibre entre le soutien de nouvelles opportunités et la gestion des risques liés à la santé et l'environnement. [...] J'aime beaucoup l'idée de créer un Comité du Cabinet sur l'alimentation — il s'agit là du meilleur moyen d'opérer un changement en profondeur, tant aux plans législatif que réglementaire.

— Un important transformateur

... J'aurais espéré que le rapport eut été établi sur un fondement analytique et une justification mieux étayés à l'égard des suggestions avancées en matière de politiques. En termes plus précis, j'ai trouvé que la référence aux travaux d'AAC sur la chaîne de valeur n'avait pas saisi que l'objectif était d'intégrer les points de vue des divers intervenants. [...] En outre, en ce qui touche vos cibles globales, bien que j'aie trouvé intéressante l'idée d'objectifs de grande portée, je suis d'avis que ces derniers sont inatteignables et guère plausibles. Vos objectifs quant au marché interne supposent aussi que nos marchés seraient moins ouverts au commerce.

— Un cadre supérieur de la Fonction publique

L'ICPA devrait être salué pour son cheminement hors des sentiers battus... mais comment allons nous faire pour responsabiliser les systèmes alimentaires?

— Un membre du conseil exécutif d'une association de producteurs

... [l'ICPA] n'est pas le seul à promouvoir l'adoption d'une stratégie plus pointue et efficace. [...] Il est impérieux d'adopter une stratégie nationale non seulement pour protéger les consommateurs canadiens mais aussi pour retrouver la position d'envergure du pays sur les marchés mondiaux.

— Éditorial d'un journal de l'Ouest

Il est fort révélateur de noter que les organismes génétiquement modifiés (OGM) ne soient pas mentionnés dans le dossier, et encore plus le fait que ces derniers ne soient condamnés pour leurs piteux résultats à l'exportation et sur le plan de la rentabilité. Tous les peuples, y compris les Canadiens, veulent des aliments inaltérés, et des aliments organiques sans additifs chimiques... Bien que votre « Destination » semble des plus optimiste pour l'agroalimentaire canadien, elle mènera inexorablement les Canadiens vers une catastrophe irrémédiable...

— Courriel reçu d'un individu

[Le rapport constitue] un ouvrage majeur. Il souligne l'importance de l'agriculture en termes de « solution ». [...] Qu'est-ce qu'une saine alimentation? Nous produisons déjà des aliments sains; il faudrait expliciter davantage ce concept.

— Un haut fonctionnaire provincial

Au moment de fonder mon entreprise, je ne pouvais m'imaginer à quel point le Canada accusait du retard dans notre domaine. Le soutien reçu était incroyablement faible. Le Canada semble être bien disposé à expédier nos matières premières aux USA et à l'étranger et pourtant, j'avais l'impression d'être l'un d'une poignée de gens qui croyaient que la possibilité de conditionner ces denrées sous notre propre marque de commerce et de les commercialiser pour en tirer un plus grand profit était une idée futuriste. [...] Il faut que le gouvernement comprenne tout ce qu'il a à perdre en ne soutenant pas les entrepreneurs d'ici qui désirent transformer ces denrées en produits pour la consommation ici même au Canada. Il nous faut soutenir cette industrie qui transforme ces produits. [...] Les entrepreneurs canadiens doivent avoir accès aux capitaux.

— Le Président d'une entreprise de transformation et distribution de produits céréaliers

Bien que la gestion des retraits de produits et des urgences relatives à la santé des cheptels ait un effet motivant à l'endroit de la traçabilité, des éléments déclencheurs tels la valorisation de la marque et l'efficacité de tout le système alimentaire constitueront des « outils renouvelables », surtout pour les agriculteurs et les transformateurs. On s'entend presque unanimement sur le fait que l'industrie devrait gérer le système national de traçabilité. Le rôle du gouvernement doit porter sur la gouvernance et la mise à exécution. Il existe un sentiment d'urgence au sein du secteur des denrées agricoles à l'égard de l'adoption d'une approche de traçabilité cohérente et systémique au Canada. Une approche à la pièce, qui vise les agriculteurs d'abord, puis les transformateurs, et ainsi de suite, n'est pas efficace. Il va de soi que la traçabilité sera essentielle au succès commercial du Canada et doit être crédible à la grandeur de la chaîne agroalimentaire. Je pense que cette façon de voir correspond aux concepts avancés par l'ICPA visant l'adoption d'une approche de systèmes alimentaires et souligne l'importance de la traçabilité pour y arriver.

— Le pdg d'un organisme de l'industrie

Nous appuyons le concept des systèmes alimentaires sains et complets. En termes généraux, nous croyons que le Canada doit faire mieux connaître les aspects « agricole » et « alimentaire » et leur interrelation. Il existe de nombreux exemples malheureux de soutien inégal résultant en un accent démesuré mis sur l'aspect agricole (ressources, recherche, financement), sans un équivalent semblable ailleurs dans la chaîne alimentaire. Nous avons vu la création de systèmes de production efficaces (par ex. les cultures horticoles) au moment même où des transformateurs de produits de valeur ajoutée dans ce domaine fermaient leurs portes dans une même région donnée. En s'éloignant d'un modèle fondé sur l'approvisionnement linéaire — où chaîne de valeur ajoutée — par l'adoption d'une approche systémique, on arrivera peut-être à éliminer les obstacles entre les divers « maillons ».

— Un président d'un organisme en innovation

La responsabilisation en matière d'alimentation saine est une excellente idée qui doit être mise en œuvre. Sa force réside en ce qu'elle pourrait servir au décloisonnement entre la santé et l'agriculture. Elle peut faciliter les partenariats.

— Un agent de la santé municipal

Vous faites appel aux intervenants pour participer à des discussions éclairantes sur la façon de permettre à l'agriculture et la nourriture de profiter davantage au Canada. Je suis d'accord avec cette assertion, qui par ailleurs n'est pas complète. Vous oubliez d'y mentionner le rôle des écoles primaires et intermédiaires, et surtout des écoles secondaires ou des établissements scolaires qui dispensent des cours en agroalimentaire. À titre d'éducateur, de producteur certifié, de chercheur et d'entrepreneur, je me rends compte du vide qui existe dans le système d'éducation de l'Ontario causé par l'absence d'un curriculum reconnu en agriculture semblable à ceux qui existent aux USA et en Europe. Il faut donc que les ministères de l'éducation et de l'agriculture corrigent ensemble cette anomalie du système dont le but est de préparer la relève en s'inspirant de l'information présentée dans votre rapport, pour ainsi assurer un avenir à l'agriculture. Cet effort doit être entrepris de façon prioritaire auprès des jeunes Canadiens. Merci de nous écouter!!

— **Le chef de projet en agriculture d'un conseil scolaire de district provincial**

Le document de l'ICPA s'éloigne encore davantage de la réalité en soutenant la notion voulant que la production et la transformation alimentaires soient d'une quelconque façon responsables de la santé de la population canadienne. Rendez-vous dans un supermarché et vous verrez que chacun des produits sur les tablettes s'y trouve parce que les gens l'aime et l'achète. L'industrie alimentaire produit ce que le consommateur désire et la production alimentaire doit fournir aux transformateurs les ingrédients nécessaires, et non pas ce que quelqu'un décide de ce qui est meilleur pour la population.

— **Un éditorialiste de la presse agricole**

[L'autorité portuaire] voit là une occasion d'assurer que le prochain cadre politique adopte une vue systémique plus globale et détaillée. [Elle] encourage l'ICPA à souligner l'importance du rôle des transports et de la chaîne d'approvisionnement dans un cadre politique amélioré. [...] Le Canada a l'occasion d'imprimer une orientation globale à sa politique agricole qui lui assurerait un rôle de premier plan en matière agroalimentaire. Une telle orientation inclurait une meilleure convergence des politiques fédérales en matière d'agriculture, de commerce et de transports, selon une approche fort semblable à celle de la politique fédérale sur les transports, qui connaît beaucoup de succès, et qui intègre infrastructure, sécurité et commerce, permettant ainsi au Canada de se livrer à une concurrence plus active avec les autres pays.

— **Le pdg d'une importante autorité portuaire**

Je soutiens l'idée des cibles. Nous devons voir à ce que la cible pour le marché intérieur ne soit pas de nature protectionniste. L'est-elle? Comment allons-nous atteindre la cible bio? [...] L'agroalimentaire doit être perçu comme une solution.

— **Un haut fonctionnaire provincial**

Une approche systémique est nécessaire puisque la restauration et la distribution en font partie. Pourtant, l'accent est mis sur les agriculteurs; ces derniers ne contrôlent pas la demande alimentaire, ce sont plutôt les consommateurs et les restaurants qui le font. La R&D est trop centrée sur la production et pas assez sur le secteur du détail, alors que c'est ce dernier maillon du système alimentaire qui stimule la demande.

— **Un président d'association**

L'approche systémique et collaborative est le point fort du rapport. Mais j'ai des réserves concernant les centres d'innovation. Les chercheurs sont d'avis qu'une part trop importante des fonds consacrés à la recherche sert à des fins administratives et pas suffisamment à la recherche. Si le but de ces centres est de favoriser la collaboration, il importe de souligner que nous collaborons déjà beaucoup avec nos pairs. Mais nous n'avons d'intérêt que pour notre recherche. Donc, si les centres ont pour mission de nous indiquer les sujets qui doivent faire l'objet de nos recherches, il vous suffit de nous passer la commande et nous nous mettrons à l'œuvre.

— Le doyen d'un département d'agriculture universitaire

Nous avons trouvé que le rapport était complet, informatif et prospectif. Nous appuyons le concept du lien avec le développement durable. [...] Le rapport ne précise pas le rôle du gouvernement au sein du Centre pour une saine alimentation et des Centres d'innovation et si cette participation se limiterait à celle du gouvernement fédéral. On crée des attentes concernant le financement et l'on serait porté à croire que le rôle et les rapports entre tous les paliers de gouvernement auraient avantage à être précisés. En ce qui a trait aux « catalyseurs » et d'exemples à l'appui, on pourrait mentionner la portée d'initiatives de moindre envergure, au niveau provincial et territorial ; par ex. les jardins communautaires, les politiques en matière de nutrition à l'école, les campagnes d'achats locaux et l'exploitation maraîchère intensive. La plupart des ces initiatives modestes auront beaucoup d'impact sur le changement global.

— Le chef d'un département de santé de l'Ouest

Plusieurs producteurs (en province) éprouvent de la difficulté à exploiter de façon rentable une entreprise agricole dans un monde en constante évolution. Il est de plus en plus évident que les anciennes méthodes d'exploitation ne sont plus adéquates. Il nous faut des visionnaires capables de tracer une nouvelle route pour nous amener à destination sans nous égarer dans des dédales. La Destination du secteur agroalimentaire canadien pourrait justement nous aider en ce sens. Nous attendons avec intérêt la suite des choses pour voir comment le concept évoluera dans notre [secteur].

— Un gestionnaire d'une association du domaine des denrées

Les occasions que présente un système alimentaire intégré sont quasi illimitées. Chaque participant a ses propres besoins et aspirations et notre travail [pour créer une stratégie systémique] est d'établir des objectifs clairs de façon à travailler ensemble à les atteindre.

— Un cadre d'une fédération agricole régionale

Nous avons lu votre Rapport et il nous a inspiré. Nous croyons qu'il aura des répercussions sur notre modèle d'affaires à l'avenir et influencera peut-être les conditions de prêts. Nous devons tenir compte de la façon selon laquelle les secteurs agricoles et agroalimentaires s'adaptent aux fluctuations du marché et aux changements mondiaux.

— Un cadre d'une institution financière

La responsabilisation en matière d'alimentation saine est une excellente idée qui doit être mise en œuvre. Sa force réside en ce qu'elle pourrait servir au décloisonnement entre la santé et l'agriculture. Elle peut faciliter les partenariats.

— Un agent de la santé municipal

Nous appuyons la teneur générale du rapport. Il est encourageant de noter la reconnaissance d'importants liens entre le développement durable et l'intégration des objectifs sociaux, économiques et environnementaux. Il s'agit là d'un défi de taille pour le secteur agricole. Nous aimerions attirer votre attention sur la Stratégie fédérale de développement durable (SFDD) qui décrit les priorités canadiennes en la matière... La SFDD constitue une percée en termes de transparence et sert à illustrer une question soulevée dans le rapport ayant trait à l'élaboration de politiques en vase clos, ce qui contribue à l'éparpillement, et à l'appel lancé pour une meilleure intégration des politiques agroalimentaires.

— **Un fonctionnaire d'un ministère fédéral**

J'appuie l'ensemble de l'approche systémique qui nous éloigne des politiques centrées sur l'agriculteur. [...] Mais nous n'avons pas besoin d'un autre centre d'excellence. Les fonds consacrés à l'innovation ne sont pas dépensés judicieusement; ce n'est pas fait de manière systématique. L'industrie doit mener l'innovation.

— **Un pdg d'entreprise**

Un rapport détaillé publié par l'ICPA va sûrement en déranger certains dans le milieu agricole. [...] Ce ne sera pas le chapitre traitant de l'augmentation de la production et de l'exportation canadiennes, ni celui qui suggère une meilleure intégration des politiques agricoles, alimentaires et sanitaires, ou encore le chapitre qui propose l'achat d'aliments produits localement, ou celui qui encourage la création de systèmes de production agricole qui réduisent notre dépendance envers les ressources non renouvelables. [...] Nous présumons qu'il y aura presque unanimité concernant la suggestion voulant qu'il n'y ait pas suffisamment de dépenses en recherche publiques et privées. [...] C'est quand vient le moment de parler de la gestion publique des risques que les agriculteurs seront mal à l'aise. [...] La gestion publique des risques d'entreprise ne fonctionne pas très bien... Il est temps de changer de cap.

— **Un éditorialiste d'un journal sur l'agroalimentaire**

... nous partageons votre inquiétude face à l'état actuel et futur du régime alimentaire et de la santé des Canadiens. [...] Comme vous le savez sans doute, le secteur de la santé déploie un ensemble d'initiatives visant à permettre aux consommateurs de faire des choix santé en matière d'alimentation. La collaboration avec le secteur agroalimentaire pour stimuler l'innovation, dans le cadre d'un Centre de saine alimentation, va sûrement ouvrir la voie à d'importantes mesures.

— **Un haut fonctionnaire fédéral**

Cette semaine, l'ICPA a présenté un tas de politiques fumantes prêtes à épandre... l'équivalent d'une réédition non fictive pour le XXIe de la populaire nouvelle Animal Farm de Georges Orwell ; une auto parodie des prétentions bureaucratiques. [...] Étrange que seules les mauvaises nouvelles figurent au sommaire. [...] Le rapport de l'ICPA décrit le déclin apparemment rapide des dépenses gouvernementales en R&D par rapport au PIB depuis les années 70. Ce que le rapport passe carrément sous silence est la preuve fort bien étayée qui démontre que la R&D gouvernementale freine l'innovation.

— **Un chroniqueur d'un quotidien national**

J'ai trouvé que le rapport constituait un survol et dans l'ensemble qu'il était de bonne qualité. [...] au sujet de l'innovation :] Ce sont de grandes entreprises étrangères qui contrôlent la presque totalité des dépenses canadiennes en matière d'innovation. La collaboration du milieu universitaire présente de nombreux défis. Le financement gouvernemental porte trop sur le court terme.

— **Un gestionnaire d'entreprise**

Les défis qui confrontent les entreprises alimentaires dans l'élaboration d'une démarche visant « une alimentation plus saine pour vous » ont été bien décrits dans la publication Mondialisation et santé (2010) : « Plusieurs recommandations faites aux entreprises alimentaires, perçues comme relativement simples, se sont révélées fort complexes, faisant appel à une meilleure compréhension des limites de la science, du rôle des chaînes d'approvisionnement, des prix des denrées, et du comportement des agriculteurs, des détaillants et des consommateurs. » Le Rapport Destination présente un itinéraire permettant de surmonter ces défis et de créer des conditions ouvrant la voie vers un secteur dynamique et une population canadienne en meilleure santé.

— **Un cadre d'une association nationale**

Ce rapport m'a beaucoup plu. Nous avons su créer notre propre destination pour les fromages artisanaux reconnue à l'étranger en intégrant les pratiques durables à l'agriculture locale et les marchés urbains. Ce rapport peut servir à rallier le gens pour s'adresser aux enjeux tels les questions de réglementation qui peuvent aider ou entraver l'innovation dans le milieu de l'alimentation artisanale en plein essor. Je vais convier notre agent de développement économique local et notre communauté à une rencontre afin de partager avec eux ce rapport.

— **Le président fondateur d'une entreprise de transformation alimentaire artisanale**

Nous répondons à l'appel du secteur agroalimentaire qui préconise une approche collaborative. Il est temps de réunir toutes les pièces, briser l'isolement et rompre avec une approche en pièces détachées, pour favoriser un effort collectif dans les milieux de l'alimentaire et de la santé. Pour effectuer le changement, il faut accélérer le transfert des connaissances, faire appel aux compétences des deux milieux et éliminer l'écart entre la nourriture et la santé. Nous devons créer une base commune pour des politiques et des actions conjointes en alimentaire et en santé, des objectifs, de meilleures pratiques et un partage d'informations communs, une même orientation de la recherche et des projets conjoints en matière de saine alimentation. Le [organisme], qui dispose de spécialistes en nutrition dans tous les recoins des milieux de l'alimentaire et de la santé, constitue le partenaire idéal de l'ICPA dans cette entreprise.

— **Le président sortant d'une Société nationale de la santé**

Étant donné la multiplicité des rapports réclamant des stratégies alimentaires provinciales ou nationales, il est évident que le statu quo ne permet pas de développer ce que plusieurs considèrent comme le plein potentiel canadien en matière de production alimentaire et de rentabilité. Peut-être que la profusion de ces rapports et stratégies arrivera à convaincre un nombre de politiciens suffisant de la possibilité de transformer un système agricole déjà bon en un système encore meilleur.

— **Le directeur général d'une fédération de producteurs**

TRAVAIL À VENIR : ÉTUDES DE CAS DE SYSTÈMES ALIMENTAIRES

Le Rapport Destination a ouvert la porte à la discussion. Les intervenants désirent voir comment toutes ces idées peuvent être mieux comprises et mises à exécution. Les réactions ont été fort utiles. Il faut maintenant travailler à étoffer les idées contenues dans le Rapport. En ce sens, L'ICPA se penchera d'une façon toute particulière sur l'idée qui sous-tend les « systèmes alimentaires ».

En prenant pour base un système alimentaire particulier, l'ICPA va mieux circonscrire les différences entre « chaînes de valeur » et « systèmes alimentaires ». Les travaux porteront sur une brève analyse des succès connus par des systèmes alimentaires existants ou émergents au Canada et à l'étranger. Ils incluront aussi l'examen des moyens permettant de passer de la « situation actuelle » à une « situation d'avenir » à partir des idées (ou des éléments déclencheurs) contenues dans le Rapport Destination. L'ICPA examinera les moyens d'améliorer la collaboration, l'innovation, la gestion de risques, le développement durable et la réglementation. Ceci nous permettra d'en dire davantage sur certains concepts présentés dans le Rapport Destination, y compris les possibles mesures à prendre en matière de politiques publiques, afin d'aller de l'avant. Nous travaillons présentement à l'élaboration du plan de travail et nous prévoyons que ce projet initial sera complété au début de 2012.

Vos commentaires

Au fil de l'évolution de nos travaux, nous aimerions recevoir vos commentaires par courriel au info@capi-icpa.ca, ou en participant à notre blogue à l'adresse suivante : www.capi-icpa.ca/icpablog.

Nous aimerions avoir l'occasion de présenter notre Rapport à votre organisme. Tenez-nous informés de vos succès et défis. Notre but est d'alimenter un dialogue national sur les enjeux les plus pertinents auxquels fait face le secteur agroalimentaire canadien. Les aliments sont importants pour nous tous. Nous voulons savoir ce que vous en pensez.

APPENDICES

Conférences et séances d'information sur le Rapport destination Janvier – juin 2011

AdFarm	Canadian Cattlemen's Association
Affaires indiennes et du Nord canadien	Canadian Federation of Independent Business, Alberta
AFMNET	Canadian Herb, Spice and Natural Health Products Coalition
AgData	Canadian International Grains Institute
Agence canadienne de développement économique du Nord	Canadian Obesity Network
Agence canadienne de développement international	Canadian Partnership Against Cancer
Agence canadienne d'inspection des aliments	Canadian Poultry Magazine
Agence de la santé publique du Canada	Canadian Restaurant and Foodservices Association
Agri-Environmental Partnership of Alberta	Canola Council of Canada
Agricorp	Cargill
Agriculture Management Institute	Carleton University, Sustainable Food Systems Symposium (les académiciens, défenseurs de la nourriture locale, ONGs, étudiants)
Agriculture et Agroalimentaire Canada	Carlisle Technology
Agriculture and Food Council	Centre de recherche en santé dans les milieux ruraux et du nord
Agriculture Development Fund, Saskatchewan	Chicken Farmers of Canada
Agriculture Financial Services, Government of Alberta	Chicken Farmers of Nova Scotia
Agriculture Services, Gouvernement de la Nouvelle-Écosse	Chicken Farmers of Ontario
Ag-Quest Inc.	Chicken Producers of Nova Scotia
Alberta Agriculture Products Marketing Council	Christian Farmers Federation
Alberta Barley Commission	Citoyenneté et Immigration Canada
Alberta Crop Industry Development Fund Ltd.	College of Agriculture and Bioresources, University of Saskatchewan
Alberta Food Processing Association	College of Management and Economics, University of Guelph
Alberta Grains Council	Condition féminine Canada
Alberta Innovates-Bio Solutions	Conference Board du Canada
Alberta Innovates-Technology Futures	Conseil Canadien du Lin
Alberta Irrigation Council	Conseil de la transformation agroalimentaire et des produits de consommation
Alberta Livestock and Meat Agency	Dairy Farmers of Nova Scotia
Alberta Ministry of Agriculture and Rural Development	Dairy Farmers of Ontario
Alberta Prion Reseach Institute	Damon Industries (Canada) Ltd.
Alliance of Ontario Food Processors	Desjardins Capital de risque
Animal Science, University of Manitoba	Développement économique Canada pour les régions du Québec
Ardcorp (B.C. Agricultural Research & Development Corp.)	Diversification de l'économie de l'Ouest Canada
Assistant Deputy Ministers of Agriculture for Federal-Provincial- Territorial governments	Duca Farms Ltd.
Association de nutrition animale du Canada	Earth's Own Food Company Inc.
ATV Farms	Egg Farmers of Ontario
Banque de développement du Canada	Éleveurs de dindon du Canada
Beef Improvement Opportunities	Emplois spécialisés en solution à l'Ontario
Beekwood Farms	Enterprise Saskatchewan
Berryhill Farm	Facultés canadiennes d'agriculture et de médecine vétérinaire
BIOTECanada	Faculty of Agricultural, Life and Environmental Sciences, University of Alberta
BMO	Faculty of Agricultural and Food Sciences, University of Manitoba
Bonduelle Ontario Inc.	Faculty of Land and Food System, University of British Columbia
Brenn-B Farms Ltd.	Faculty of Medicine, University of Toronto
British Columbia Agriculture Council	Fédération canadienne de l'agriculture
British Columbia Ministry of Agriculture	Fédération des producteurs de porcs du Québec
British Columbia Ministry of Environment	Fédération Caisse Desjardins du Québec
British Columbia Ministry of Health (Health Protection Branch)	Feedlot Management Health Systems
British Columbia Ministry of Jobs, Tourism and Innovation	
Bureau du Conseil privé	
Canadian Agricultural Trade Policy & Competitiveness Research Network	
Canadian Animal Health Coalition	
Canadian Association of Farm Advisors	

Fifth Town Artisan Cheese Co.
 Finlan Food Design
 Produits alimentaires et de consommation du Canada
 Food Development Centre,
 Manitoba Ministry of Agriculture, Food & Rural Initiatives
 Food Innovation Centre of British Columbia
 Food Tracing Solutions
 FoodTech Canada
 Forest Lavoie Conseil Inc.
 Fondation canadienne pour la revitalisation rurale
 Fruitman Consulting Group

Gambles Ontario Produce
 Gendarmerie royale du Canada
 Genome Canada
 George Morris Centre
 GJA Communications
 Goat Association of Nova Scotia
 Golden Horseshoe Food & Farming Summit
 (les administrations municipales et régionales, agriculteurs,
 organisations de producteurs, entreprises du secteur
 alimentaire, des académiciens, des responsables de la
 conservation, responsables de la santé publique)

Grain Farmers of Ontario
 Grand River Foods
 Grape Growers of Ontario
 Greater Toronto Area Agriculture Action Committee
 Greenhouse Nova Scotia
 GS1 Canada
 Gumpert's Food

Highline Produce Ltd.
 Horticulture Nova Scotia
 Holstein Canada
 Hirsch Consulting and Communications Inc.
 Hybrid Turkeys

IBM
 Industrie Canada
 Industrie canadienne des céréales et des oléagineux
 Infrastructure Canada
 Initiative fédérale de développement économique
 pour le Nord ontarien
 Instituts de recherche en santé du Canada
 Integrated Traceability Solutions
 International Institute for Sustainable Development
 Investors Group
 Ippolito Fruit and Produce
 Irrigated Alfalfa Producers Association
 ISA North America

Jinnai Agribusiness Research Center,
 China Agricultural University
 Justice Canada

King Cole Ducks Ltd.
 Kolk Farms Conrich Ltd

La Financière agricole du Québec
 Lake Erie Farms
 Landscape Nova Scotia
 Loblaw

Manitoba Ministry of Agriculture, Food and Rural Initiatives
 Manitoba Rural Adaptation Council
 Maple Leaf Bio-Concepts
 Maple Leaf Foods
 Maple Producers Association of Nova Scotia
 McMaster University
 Metro Ontario Inc.
 Ministère de l'Agriculture, Aquaculture et Pêches,
 Nouveau-Brunswick
 Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et
 des Affaires rurales, Ontario
 Ministère de la santé et des services sociaux, Québec
 Ministry of Agriculture, Innovation and Climate Action,
 British Columbia
 Monoway Farms Limited
 Myers Norris Penny

National Obesity Summit
 (les services de santé publique, académiciens, ONGs)
 Newfoundland Ministry of Natural Resources,
 Forestry and Agrifoods
 New-Life Mills
 Northern Ontario Aquaculture Association
 Nova Scotia Agricultural College
 Nova Scotia Beekeepers Association
 Nova Scotia Cattle Producers
 Nova Scotia Egg Producers
 Nova Scotia Federation of Agriculture
 Nova Scotia Fruit Growers Association
 Nova Scotia Greenhouse Vegetable Marketing Board
 Nova Scotia Mink Breeders Association
 Nova Scotia Potato Marketing Board
 Nova Scotia Young Farmers Forum
 Nutriva Group

Ontario Agri-Food Education
 Ontario Agricultural College, University of Guelph
 Ontario Broiler Hatching Egg and Chick Commission
 Ontario Cattlemen's Association
 Ontario Equestrian Federation
 Ontario Farmer
 Ontario Federation of Agriculture
 Ontario Livestock Exchange
 Ontario Pork
 Ontario Pork Industry Council
 Ontario Presidents' Council
 Ontario Processing Vegetable Growers
 Ontario Sheep Marketing Agency
 Ontario Trucking Association, Livestock Transporters' Division
 Ontario Veal
 Ontario Veterinary College, University of Guelph
 OnTrace
 Organic Council of Nova Scotia

Paradise Farms Inc.
 Parcs Canada
 Patrimoine canadien
 Pêches et Océans Canada
 Perdura Group
 Policy Research Initiative
 Pork Nova Scotia
 Port of Halifax
 Posie Packer Corporation
 Poultry Industry Council

Prairie Adaptation Research Collaborative
Prince Edward Island Agri-Food Alliance
Prince Edward Island Agricultural Insurance Corporation
Producteurs de fruits tendres de l'Ontario
Producteurs d'œufs du Canada
Producteurs laitiers du Canada
Prince Edward Island Food Technology Centre
Prince Edward Island Institute of Agrologists
Preventing Childhood Obesity Conference
(les responsables provinciaux de la santé publique,
académiciens, représentants de la communauté)
Pulse Canada

RBC Royal Bank Real Food for Real Kids
Ready Bake/Weston Bakeries
Réseau canadien de recherche rurale
Ressources humaines et Développement
des compétences Canada
Ressources naturelles Canada
Retail Council of Canada
Richard Ivey School of Business
Richardson International
Ritchie-Smith Feeds
Rouge River Farms
Rural and Small Town Program, Mount Allison University
Rural and Small Town Studies Program,
University of Northern British Columbia
Rural Development Institute
Rural Development Network
Rural Ontario Institute

Santé Canada
Saskatchewan Canola Development Commission
Saskatchewan Cattlemen's Association
Saskatchewan Egg Producers
Saskatchewan Forage Council
Saskatchewan Ministry of Agriculture
Saskatchewan Pork
Saskatchewan Pulse Growers
Service Canada
Scotiabank
Sheep Producers Association of Nova Scotia
Small Scale Food Processor Association (B.C.)
Société canadienne d'hypothèques et de logement

Sociétés d'aide au développement des collectivités et
Centres d'aides aux entreprises
Soil and Crop Improvement Association of Nova Scotia
Statistique Canada
Stoneridge Consulting
Syngenta
Synthesis Agri-Food Network

Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie
Taff Creek Farms
TD Canada Trust
Ted Bilyea and Associates
The Cider Keg
The Garlic Box Inc.
Thompsons Limited
Toronto Food Policy Council
Transports Canada
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Turkey Farmers of Nova Scotia
Turkey Farmers of Ontario

Union des producteurs agricoles
Université de Laval,
faculté des sciences de l'Agriculture et l'Alimentation
Université du Québec en Outaouais
Université McGill, Campus Macdonald
Université McGill,
faculté des Sciences de l'agriculture et de l'environnement
University of Guelph

WaudWare Incorporated
West Nova Agro Commodities Limited Nova Scotia
Western Barley Growers Association
Western Canadian Feeds Innovation Network
Western Canadian Wheat Growers
Western College of Veterinary Medicine,
University of Saskatchewan
Whistlebare Poultry Farm Ltd.
Wilbur-Ellis Company
Wild Blueberry Producers Association of Nova Scotia
Wigmore Farms

Yukon Department of Energy, Mines and Resources

Conférences et séances d'information à venir **Juin – décembre 2011**

Association québécoise des industries de nutrition animale et céréalière

BioTECH Canada
Bonnefield Financial Symposium

Dietitians of Canada Conference

Dean's Council, University of Guelph

Feeding a Hungry World: A Summit for Animal Agriculture

Manitoba Rural Adaptation Council
Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales, Ontario

Université McGill – Conference on Global Food

NOTES DE FIN DE TEXTE

1. En plus d'avoir sollicité le concours d'une variété de partenaires, l'ICPA a réuni trois Groupes d'experts ayant pour mission de développer des concepts et de fournir des idées devant servir à la préparation du Rapport Destination. Les groupes d'experts étaient composés de représentants de diverses provenances tel que noté à l'appendice du Rapport. On peut télécharger le Rapport à l'adresse suivante: www.capi-icpa.ca
 2. Voir les propositions sur le programme Agri-stabilité au chapitre Gestion de risques des systèmes alimentaires.
 3. U.K. Department for Environment, Food and Rural Affairs: <http://sd.defra.gov.uk/2010/01/food-2030/> (Consulté le 27 mai 2011).
 4. *Realizing a New Vision for Agriculture, A Roadmap for Stakeholders*, Forum économique mondial. http://www3.weforum.org/docs/IP/AM11/CO/WEF_AgricultureNewVision_Roadmap_2011.pdf
 5. New Initiative To Provide Path Forward For Transforming Food and Ag Policy, Communiqué AGree, 3 mai 2011
 6. *Cultivating Food Connections: Toward a Healthy and Sustainable Food System for Toronto*, mai 2010; *Toronto Food Connections: Building a healthy and sustainable food system for all* (sans date).
 7. Conference Board du Canada, page web du Centre for Food in Canada : <http://www.conferenceboard.ca/cfic/default.aspx>
 8. Fédération canadienne de l'agriculture. <http://www.cfa-fca.ca>
 9. Initiatives contenues dans le Rapport Destination, pages 22 à 90.
-